

Francis Wurtz s'adresse à François Léotard

L'Humanité, 7 juillet 1994, page 11

DANS un article publié par « le Monde », daté du 5 juillet, le ministre de la Défense, François Léotard, évoquant la tragédie rwandaise, demandait la constitution d'une force africaine susceptible d'intervenir sur le continent. « Que n'avez-vous accepté une telle proposition lorsque les intéressés l'ont faite de façon pressante à la communauté internationale ! Cela aurait évité certainement beaucoup de drames et la légitime suspicion - et de plus en plus la réprobation - qui entoure l'opération française » au Rwanda, souligne Francis Wurtz, membre du Bureau national du PCF et député européen, dans une lettre adressée le même jour au ministre.

Le dirigeant communiste rappelle que plusieurs pays africains « souhaitent, après le retrait de l'essentiel des casques bleus du Rwanda, envoyer des troupes de protection ». Mais, ajoute-t-il, « la réalisation de ce plan dépendait de la satisfaction d'une seule condition : que les pays occidentaux accordent les concours financiers et matériels nécessaires ». « La France a tout à gagner à consulter les autorités compétentes, à savoir l'OUA, pour évaluer leurs demandes concrètes quant à la mise sur pied d'une force interafricaine de paix, à la mise en œuvre des ac-

cords d'Arusha et à la réalisation d'un vaste programme de reconstruction » du Rwanda.

Aujourd'hui, « alors que le FPR se déclare prêt à appliquer les accords d'Arusha, la France s'honorerait à mettre tout en œuvre pour que les forces politiques du Rwanda - à l'exception des Rwandais impliqués dans les massacres, dont le sort devra être décidé par le futur gouvernement - retournent avec le FPR à la table des négociations » pour la rapide mise en œuvre desdits accords.

« Dans une telle perspective quelle justification aurait encore la présence des forces françaises de l'opération « Turquoise ? », demande Francis Wurtz, soulignant qu'actuellement « la France prend la lourde responsabilité de s'engager directement dans la guerre, au risque de protéger les auteurs des massacres ». En revanche, conclut le dirigeant communiste, « s'engager dans l'engrenage de la guerre ou préparer concrètement la paix au Rwanda : notre pays est, aujourd'hui, à la croisée des chemins. Seule une initiative rompant radicalement avec la voie suivie jusqu'ici est susceptible de restaurer l'estime et l'amitié des peuples d'Afrique à l'égard de la France ».